



Ouverture Financière et Envois de Fonds : L'expérience de l'Afrique Sub-Saharienne

Ekpeno L. Effiong et Emmanuel E. Asuquo

Octobre 2023 / No.804

Résumé

L'ouverture financière a-t-elle une incidence sur les envois de fonds ? Les effets de l'ouverture financière sur les envois de fonds dépendent-ils des niveaux de développement financier et institutionnel ? Ce document étudie ces questions en utilisant des données de panel pour 31 pays d'Afrique subsaharienne entre 1990 et 2015 et en utilisant une technique d'estimation par la méthode des moments généralisés (GMM) pour un système de panel dynamique. Les résultats montrent que l'ouverture financière, bien qu'ayant un effet décroissant, n'influence pas de manière significative l'afflux de transferts de fonds dans la région. En revanche,

lorsqu'elle est conditionnée par les niveaux de développement financier et de qualité institutionnelle, l'ouverture financière tend à augmenter de manière significative les envois de fonds. Toutefois, cet effet diminue avec une amélioration significative de la qualité institutionnelle et un secteur financier bien développé. Ainsi, l'ouverture financière se substitue au développement financier et institutionnel pour favoriser les envois de fonds dans la région.

Introduction

Au cours des trois dernières décennies, les envois de fonds ont augmenté de manière significative, tant en volume qu'en importance. Les flux officiels de transferts de fonds vers les pays en développement ont atteint plus de 400 millions de dollars américains en 2018, ce qui représente plus de 70 % des flux mondiaux de transferts de fonds. En tant que source majeure de financement externe pour les pays en développement, les envois de fonds ont dépassé les autres flux de capitaux privés et l'aide au développement à l'étranger et, à quelques exceptions près, l'investissement direct étranger. En outre, les transferts de fonds ont été relativement stables et résistants pendant la crise financière mondiale de 2007-2009. Leur impact sur le développement comprend, sans s'y limiter, la réduction de la pauvreté et la croissance économique, ainsi que d'éventuels effets négatifs liés aux incitations sur le marché du travail (c'est-à-dire les effets d'aléa moral) et à l'effet de "maladie hollandaise" (Rapoport et Docquier, 2006). C'est pourquoi il est très important de comprendre les moteurs des transferts de fonds pour le processus de développement de nombreux pays en développement.

La part de l'Afrique subsaharienne (ASS) dans les flux mondiaux de transferts de fonds reste relativement faible par rapport à d'autres régions du monde. Une explication possible est le coût élevé des envois de fonds (Beck et al., 2022). Au quatrième trimestre 2018, la région enregistrait un coût moyen de 9 %, dépassant ceux des autres régions et la moyenne mondiale de 7 % (Banque mondiale, 2018). Dans l'ensemble, le coût des envois de fonds est nettement supérieur à la cible de 3 % des objectifs de développement durable (ODD) pour 2030. Par ailleurs, les envois de fonds sont sensibles aux prix et peuvent augmenter considérablement lorsque les prix baissent (voir Gibson et al., 2006 ; Ahmed et al. 2021). Plusieurs facteurs peuvent influencer les coûts des envois de fonds, qui se composent à la fois de frais et d'un écart de taux de change. L'un de ces facteurs est la politique gouvernementale en matière de taux de change, de contrôle des capitaux et de réglementation du marché des envois de fonds (Beck et Martinez Peria, 2011). Par exemple, la suppression des contrôles de change et la baisse de la volatilité du taux de change devraient réduire à la fois l'écart de taux de change et les prix des envois de fonds (voir Freund et Spatafora, 2008). En outre, un contrôle rigoureux des transactions de transferts de fonds devrait augmenter les prix des transferts de fonds puisqu'ils peuvent être transférés sous forme d'impôt

aux bénéficiaires. Pour l'Afrique subsaharienne, le coût élevé des envois de fonds est souvent lié au faible volume des flux formels d'envois de fonds, à une pénétration inadéquate de la technologie et à un environnement de marché non concurrentiel (Banque mondiale, 2017). Le défi reste donc de savoir comment réduire les coûts des envois de fonds et créer des incitations pour attirer une part plus importante des flux mondiaux d'envois de fonds dans la région.

Ce document étudie le rôle de l'ouverture financière en tant qu'option politique pour augmenter les envois de fonds vers l'Afrique subsaharienne. L'ouverture financière, en réduisant les coûts de transaction et en assouplissant les restrictions, peut contribuer à accroître les flux de capitaux internationaux (y compris les envois de fonds). Par exemple, et en mettant l'accent sur les envois de fonds, Beine et al. (2012) montrent qu'il existe une association négative entre l'ouverture financière et les prix des envois de fonds. Cela implique qu'un degré plus élevé d'ouverture financière dans le pays qui reçoit les envois de fonds devrait réduire les coûts et, à son tour, augmenter la valeur et le volume des envois de fonds. En outre, l'intérêt d'examiner le lien entre l'ouverture financière et les envois de fonds dans la région réside dans le fait que les marchés des envois de fonds transfrontaliers en Afrique sont relativement sous-développés et caractérisés par un degré élevé d'informalité, l'absence de concurrence effective, le contrôle des taux de change, un faible niveau de développement financier et un partenariat exclusif avec quelques opérateurs de transfert d'argent (Mohapatra et Ratha, 2011). Ces facteurs contribuent au prix élevé des transferts de fonds, à la restriction de l'entrée et à la concurrence sur le marché des transferts de fonds, ce qui, à son tour, encourage l'utilisation de canaux informels pour l'envoi de fonds.

Inversement, l'ouverture financière est souvent associée à des risques tels que l'exposition aux crises financières et la volatilité macroéconomique. Toutefois, ces risques peuvent être minimisés grâce à des avantages collatéraux tels que le développement du secteur financier national, de meilleures institutions de gouvernance et des politiques macroéconomiques strictes (Kose et al., 2009). La littérature relative aux effets macroéconomiques de l'ouverture financière suggère que certains seuils de développement financier et de qualité institutionnelle sont une condition préalable pour qu'une économie maximise le compromis bénéfice-risque de l'ouverture financière (voir Kose et al., 2011). Même des institutions internationales telles que le Fonds monétaire international (FMI) soutient aujourd'hui que l'ouverture financière serait plus bénéfique (c'est-à-dire moins risquée) si les pays pouvaient atteindre certains seuils de développement financier et de qualité institutionnelle (FMI, 2012 ; Ostry et al., 2016). De même, Eichengreen et Rose (2014) montrent que l'incidence et l'intensité des contrôles des capitaux sont systématiquement liées au développement financier et à la qualité des institutions. Par exemple, les pays dont les marchés financiers sont plus profonds sont moins enclins à maintenir des contrôles, car le développement financier peut contribuer à atténuer l'impact des fluctuations des capitaux à court terme. De même, les pays dotés d'institutions politiques plus fortes et plus réactives seraient mieux placés

pour appliquer les meilleures politiques réglementaires. Les conclusions de ce débat soulignent donc l'importance d'un développement approfondi du secteur financier et d'une meilleure qualité des institutions et de la gouvernance pour concrétiser les avantages de l'ouverture financière. Par conséquent, le fait de formuler le problème de cette manière soulève deux questions pertinentes. Premièrement, l'ouverture financière a-t-elle une incidence sur les envois de fonds ? Deuxièmement, cette relation dépend-elle des niveaux de développement financier et de qualité institutionnelle ? La question de savoir si le développement financier et la qualité institutionnelle complètent ou remplacent l'effet de l'ouverture financière sur les envois de fonds reste une question empirique.

L'objectif est d'étudier l'effet de l'ouverture financière sur les transferts de fonds en Afrique subsaharienne pour la période 1990-2015. Plus précisément, notre intérêt est d'examiner l'impact de l'ouverture financière sur les envois de fonds, et les interactions possibles dans la relation conditionnelle au développement financier et à la qualité institutionnelle. Un volet relativement nouveau de la littérature sur les déterminants macroéconomiques des envois de fonds s'est développé en mettant l'accent sur l'ouverture financière (voir Beine et al., 2012 ; Bang et al., 2015). Par exemple, Beine et al. (2012) constate un fort effet statistique et économique positif des envois de fonds sur l'ouverture financière, ce qui implique qu'un plus grand nombre d'envois de fonds augmente la probabilité qu'un pays soit financièrement ouvert. Bang et al. (2015) montre que la libéralisation financière, qui englobe les aspects multidimensionnels de la liberté et de la robustesse du secteur financier, a un impact négatif net à long terme sur les envois de fonds. En guise de contribution, ce document étend l'analyse de Bang et al. (2015) en considérant le rôle du développement financier et de la qualité institutionnelle dans l'élaboration de l'effet de l'ouverture financière sur les envois de fonds. Ceci est en accord avec le débat actuel au sein des cercles académiques et politiques soulignant que l'ouverture financière n'est pas un but en soi, mais qu'elle nécessite certains niveaux de développement financier et de qualité institutionnelle afin d'équilibrer ses effets bénéfiques-risques.

Transferts de fonds en Afrique subsaharienne

Les envois de fonds officiels dans le monde ont considérablement augmenté (voir tableau 1), passant de 68 milliards de dollars américains en 1990 à 626,2 milliards de dollars américains en 2018. De la même manière, les envois de fonds vers les pays en développement ont également augmenté de manière substantielle, passant de 29,3 milliards de dollars américains à 500,1 milliards de dollars américains au cours de la même période, et représentent donc une proportion significative des flux d'envois de fonds dans le monde. Les envois de fonds vers les pays en développement représentent plus de 70 % des envois de fonds mondiaux (tableau 1), ce qui en fait une source importante de financement externe pour ces pays. Les envois de fonds vers la région ont augmenté dans le même sens que l'ensemble des envois de fonds vers les pays en développement. D'un montant dérisoire de 2,3 milliards de dollars en 1990, les envois de fonds vers

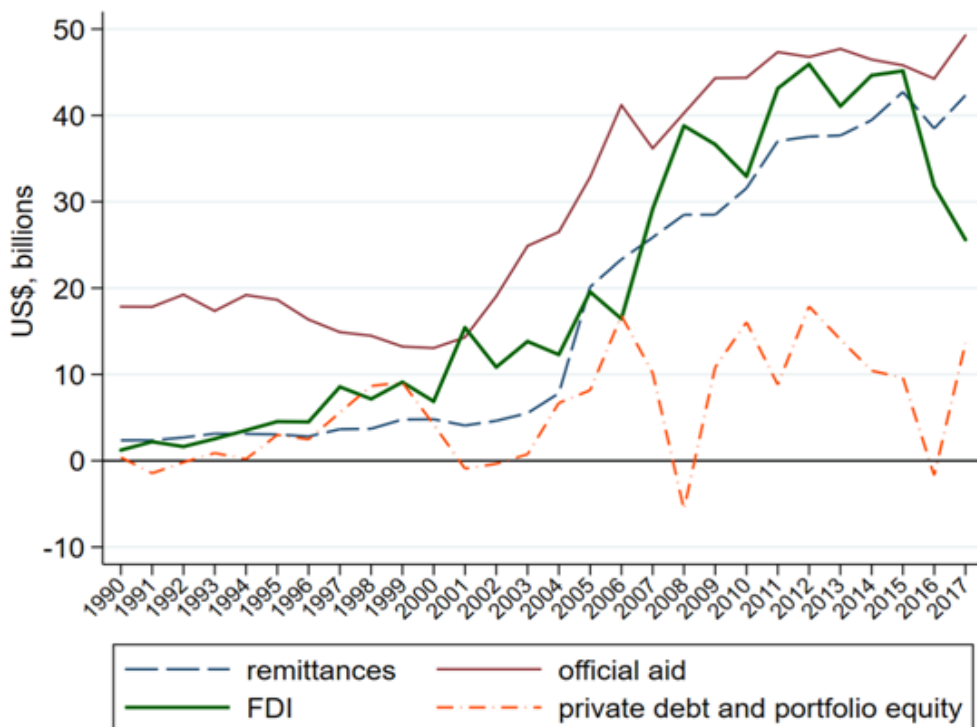
l'Afrique subsaharienne ont considérablement augmenté au cours de la période, pour atteindre 46,1 milliards de dollars en 2018. Toutefois, à l'échelle mondiale, les envois de fonds vers l'Afrique subsaharienne sont assez faibles par rapport à ceux d'autres régions en développement. En 2018, les envois de fonds vers l'ASS ne représentaient que 9 % du total des envois de fonds vers les pays en développement, par rapport à l'Asie du Sud (26 %), à l'Asie de l'Est et au Pacifique (23 %), à l'Amérique latine et aux Caraïbes (18 %), au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord (13 %), et à l'Europe et à l'Asie centrale (11 %).

Tableau 1 : Envois de fonds vers les pays en développement (en milliards de dollars)

Régions	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2018
Amérique latine et Caraïbes	5.7	12.8	19.8	49.1	56.9	69.1	89.8
Asie du Sud	5.5	9.9	17.1	34.2	81.9	117.6	131.1
Asie de l'Est et Pacifique	8.6	14.8	18.7	37.6	68.3	122.1	115.3
Europe et Asie centrale	3.2	4.1	8.6	17.9	37.8	43.3	54.7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	10.4	12.1	11.5	23.5	38.2	51.3	63.1
Afrique subsaharienne	2.3	3.1	4.8	20.1	31.1	41.2	46.1
Pays en développement	29.3	49.9	74.1	172.1	300.6	427.2	500.1
Le monde	68.4	94.5	121.6	254.1	417.8	558.9	626.2

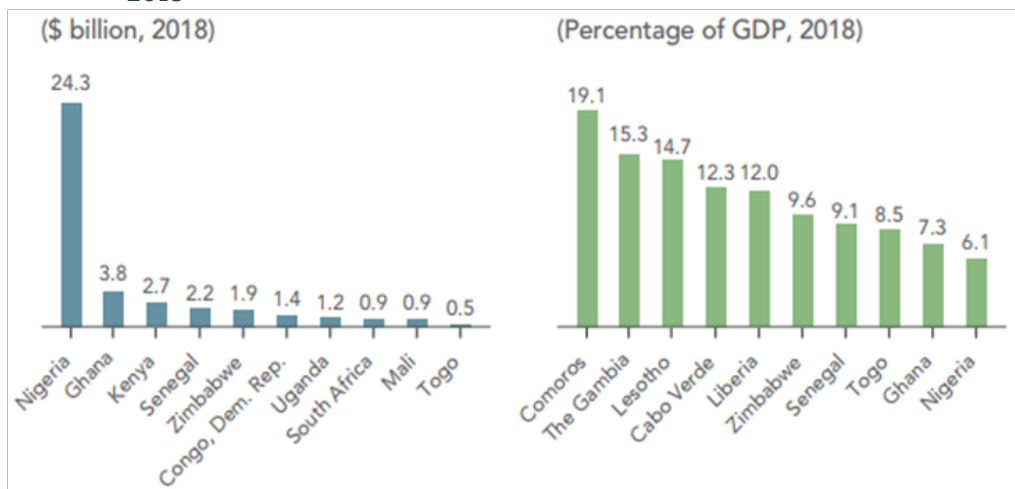
Source : Compilation des auteurs à partir de la base de données en ligne des indicateurs du développement mondial.

Figure 1 : Envois de fonds et autres flux de capitaux vers l'Afrique subsaharienne, 1990-2017



Bien que les envois de fonds vers l'Afrique subsaharienne aient connu une augmentation constante au cours des trois dernières décennies, la figure 1 montre qu'ils ont toujours été à la traîne par rapport à d'autres flux de capitaux dans la région, en particulier l'aide au développement d'outre-mer (APD) et l'investissement direct étranger (IDE). L'APD vers la région est nettement plus importante que les transferts de fonds, bien que ces deux flux soient moins volatils que l'IDE et les flux d'actions de portefeuille et de dette privée. Cependant, les transferts de fonds constituent une source importante de financement externe pour de nombreux pays de la région. Par exemple, le Nigéria est le plus grand pays bénéficiaire de transferts de fonds en Afrique subsaharienne, avec un afflux de 24,3 milliards de dollars US de transferts officiels en 2018, alors que d'autres pays de la région ont reçu moins de 4 milliards de dollars US. Cependant, en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), les envois de fonds vers les Comores, la Gambie, le Lesotho, le Cap-Vert et le Liberia s'élevaient à 12 % (voir figure 2), un chiffre supérieur à la part du Nigéria, ce qui signifie que pour certains pays, les envois de fonds prennent une part importante de leur PIB.

Figure 2 : Principaux bénéficiaires des envois de fonds en Afrique subsaharienne, 2018



Source : Banque mondiale (2019)

Source des données

Pour l'analyse empirique, des données annuelles sont tirées de 31 pays d'Afrique subsaharienne pour la période 1990-2015. Ces pays sont le Bénin, le Botswana, le Burkina Faso, le Cameroun, le Cap-Vert, les Comores, la République du Congo, la Côte d'Ivoire, l'Eswatini (anciennement Swaziland), l'Éthiopie, le Gabon, le Ghana, la Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mozambique, Niger, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Afrique du Sud, Soudan, Tanzanie, Togo et Ouganda. La sélection des pays de l'échantillon s'est faite en fonction de la disponibilité des données.

Les données sur les envois de fonds ont été saisies en utilisant les envois de fonds personnels reçus en dollars américains. Les envois de fonds des particuliers sont la somme de trois composantes, à savoir les envois de fonds des travailleurs, la rémunération des employés et les transferts des migrants, d'après l'Annuaire statistique de la balance des paiements du FMI (BOPSY). Les envois de fonds des travailleurs comprennent les transferts des travailleurs qui s'installent dans un autre pays et y restent pendant un an ou plus ; la rémunération des employés comprend les salaires et autres avantages perçus par les travailleurs non-résidents pour le travail effectué pour les résidents d'autres pays ; et les transferts des migrants comprennent les éléments financiers qui découlent de la migration ou du changement de résidence des individus d'une économie à une autre. Les envois de fonds des travailleurs font partie des transferts courants et les rémunérations des salariés sont une composante du revenu dans le compte courant, tandis que les transferts des migrants font partie du compte de capital. En tant que variable dépendante et conformément à la littérature empirique, les transferts de fonds sont normalisés par le PIB.

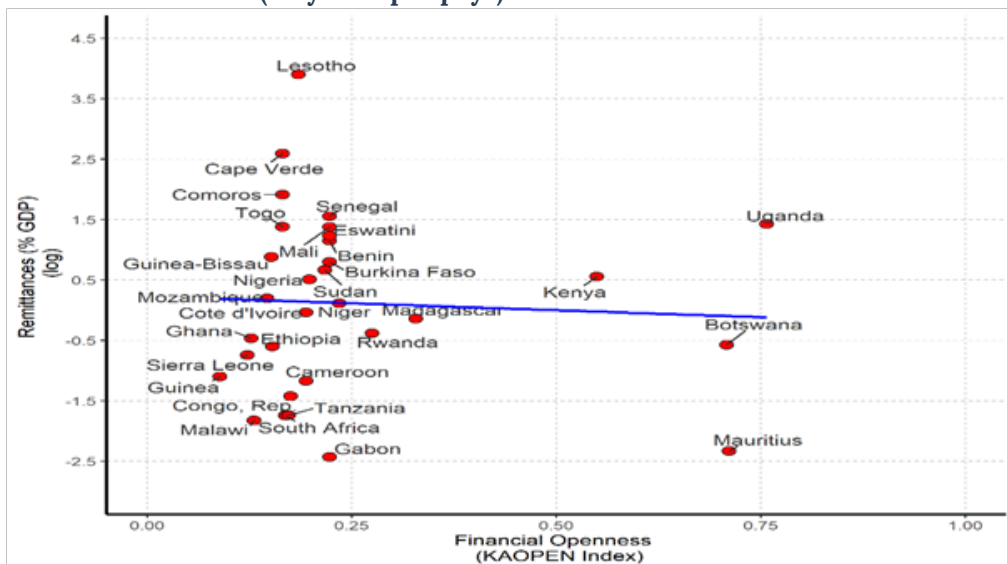
Étant donné que les transferts de fonds sont enregistrés à la fois dans le compte courant et dans le compte de capital de la balance des paiements, pour mesurer l'étendue des contraintes et des contrôles sur ces comptes, ce document utilise l'indice KAOPEN d'ouverture financière (Chinn et Ito, 2006, 2008). L'indice saisit l'intensité des contrôles des capitaux et est basé sur le rapport annuel du FMI sur les accords et restrictions de change (AREAER) qui indique pour tous les pays s'il existe des restrictions sur les transactions internationales (1) ou non (0). L'indice KAOPEN est calculé comme la première composante principale des restrictions suivantes : (i) la présence de taux de change multiples ; (ii) les restrictions sur les transactions du compte courant ; (iii) les restrictions sur les transactions du compte de capital ; et (iv) l'exigence de remise des produits d'exportation. Contrairement aux mesures de facto de l'ouverture financière qui se concentrent sur les avoirs transfrontaliers, l'indice KAOPEN est représentatif de la politique globale d'un pays en ce qui concerne le degré d'ouverture financière, et est donc plus apte à saisir le degré d'obstacles aux transferts de fonds des migrants ou les facteurs qui influent sur le coût de ces transferts. Par ailleurs, l'indice KAOPEN d'ouverture financière est de plus en plus utilisé dans la littérature sur les transferts de fonds (Singer, 2010 ; Aggarwal et al., 2011 ; Beine et al., 2012). Dans le cadre de cet article, l'indice KAOPEN est inversé de sorte que la valeur 1 signifie que le pays est ouvert et la valeur 0 qu'il est fermé. De plus, le terme d'ouverture financière est généralement utilisé ici pour faire référence à la simplicité d'envoi et de réception des transferts de fonds, et ne doit donc pas être strictement interprété comme s'appliquant uniquement aux transactions sur le compte de capital.

Pour mesurer le développement financier, ce document utilise deux indicateurs. Premièrement, le ratio du crédit au secteur privé fourni par les banques de dépôt à vue par rapport au PIB, qui mesure la profondeur financière. Deuxièmement, le ratio de la monnaie au sens large par rapport au PIB, qui mesure la taille du

système financier et l'ampleur de la monétisation. Ces indices sont tirés de la base de données de la Banque mondiale sur le développement financier mondial (GFDD) et sont pris en compte à tour de rôle pour l'analyse de sensibilité. La qualité institutionnelle est mesurée à l'aide de l'indice de démocratisation Polity 2 de la base de données Polity IV du Center for Systemic Peace. L'indice est une mesure composite de la différence entre l'autocratie et la démocratie, et va de -10 à 10, un score plus élevé indiquant une meilleure qualité des institutions démocratiques. Cet indice est rééchelonné pour aller de 0 (qualité inférieure) à 1 (qualité supérieure). En outre, des variables de contrôle supplémentaires pour d'autres déterminants des envois de fonds sont incluses dans l'estimation. Tout d'abord, le revenu du PIB par habitant des pays recevant des transferts de fonds est utilisé pour évaluer les conditions économiques ainsi que le motif des transferts de fonds. Par exemple, un coefficient positif (négatif) indiquerait si les envois de fonds sont procycliques (anticycliques). Deuxièmement, le PIB américain par habitant est utilisé comme indicateur de la situation économique dans le pays d'origine (pays d'accueil) des envois de fonds. Troisièmement, le taux de change nominal de la monnaie nationale par rapport au dollar américain, étant donné que les envois de fonds sont effectués en devises étrangères. Un coefficient positif signifie qu'une dépréciation de la monnaie nationale entraîne une augmentation des envois de fonds. Les données relatives à ces variables proviennent des indicateurs de développement mondial de la Banque mondiale et de la base de données des statistiques financières internationales (IFS) du FMI. À l'exception des variables d'ouverture financière et de qualité institutionnelle, toutes les autres sont transformées en logarithme naturel.

Le diagramme de dispersion entre les envois de fonds et l'ouverture financière pour les pays sélectionnés, en moyenne sur la période de l'échantillon, est présenté dans la figure 3. Comme le montre le graphique, il existe une relation inverse entre les envois de fonds et l'ouverture financière. De manière plus importante et en moyenne, la plupart des pays d'Afrique subsaharienne peuvent être classés comme étant "les moins ouverts financièrement", à l'exception du Kenya, du Botswana, de l'île Maurice et de l'Ouganda qui se rapprochent de la catégorie "la plus ouverte financièrement". En outre, le ratio des envois de fonds par rapport au PIB est élevé au Lesotho. Ces quelques observations constituent des valeurs aberrantes notables dans les données. Par conséquent, pour réduire les effets des valeurs aberrantes dans l'analyse, chaque variable est winsorisée (c.-à-d. rognée) au niveau des 1 % supérieurs et inférieurs.

Figure 3 : Diagramme de dispersion des envois de fonds (% du PIB) et de l'ouverture financière (indice KAOPEN) dans certains pays d'Afrique subsaharienne, 1990-2015 (moyenne par pays)



Conclusion

Ce document étudie l'impact de l'ouverture financière en tant qu'option politique pour encourager l'augmentation des envois de fonds dans la région de l'Afrique subsaharienne. Plus précisément, il examine l'effet partiel de l'ouverture financière sur les envois de fonds en fonction des niveaux de développement financier et de la qualité des institutions nationales. L'analyse utilise des données pour un panel de 31 pays sur la période 1990-2015 et un estimateur GMM pour les modèles de panel dynamiques qui sont robustes pour traiter les questions d'endogénéité.

Par conséquent, les principales conclusions peuvent être résumées comme suit. Premièrement, l'ouverture financière, bien qu'ayant un effet décroissant, n'influence pas de manière significative l'afflux d'envois de fonds en Afrique subsaharienne. Cela signifie que l'ouverture financière, en tant que politique autonome, ne peut pas attirer davantage de transferts de fonds. En revanche, lorsqu'elle est conditionnée par les niveaux de développement financier et de qualité institutionnelle, l'ouverture financière tend à augmenter de manière significative les envois de fonds. Toutefois, cet effet diminue avec une amélioration significative de la qualité institutionnelle et un secteur financier bien développé. Ainsi, les résultats suggèrent que l'ouverture financière augmenterait les envois de fonds dans les pays dont le système financier et la qualité institutionnelle nationale sont faibles, et vice versa. En d'autres termes, au-delà des conditions de seuil d'un secteur financier approfondi et d'une meilleure qualité institutionnelle, l'effet partiel de l'ouverture financière entraîne une

réduction des envois de fonds à long terme. Par conséquent, l'ouverture financière remplace plutôt qu'elle ne complète le développement financier et institutionnel en encourageant les envois de fonds. Ainsi, l'ouverture financière en tant qu'option politique ne favoriserait les envois de fonds qu'en présence de marchés financiers et d'institutions faibles, étant donné que le motif d'assurance jouera un rôle crucial dans l'atténuation du risque potentiel de crises financières et de volatilité macroéconomique.

Sur la base de ce qui précède, nous préconisons une approche minutieuse dans l'adoption de l'ouverture financière en tant qu'instrument politique pour augmenter les flux de transferts de fonds dans la région. La suppression des contrôles et des restrictions sur les marchés des envois de fonds dans les pays d'Afrique subsaharienne à court terme entraînerait une augmentation des envois de fonds. Cependant, ces options politiques, lorsqu'elles sont accompagnées simultanément d'un renforcement de la qualité des institutions nationales et d'un système financier bien développé, conduiraient à une réduction des envois de fonds. Un tel effet remet en question la durabilité des transferts de fonds en tant que source de financement du développement à long terme, en particulier pour les économies dépendantes des transferts de fonds. Enfin, les recherches futures sur l'exploration de la relation complexe peuvent envisager des techniques d'estimation alternatives telles que les techniques de seuil de panel, d'autres variables conditionnelles alternatives (seuil), et le choix et la sélection des pays sur la base de leur classification de niveau de revenu.

Références

- Abdih, Y., R. Chami, J. Dagher and P. Montiel. 2012. "Remittances and institutions: are remittances a curse?" *World Development*, 40(4): 657–66.
- Adenutsi, D.E. and C.R.K. Ahoritor. 2021. *Macroeconomic Determinants of Remittance Flows to sub-Saharan Africa*. AERC Research Paper 415. African Economic Research Consortium, Nairobi, Kenya.
- Aggarwal, R., A. Demirguc-Kunt and M.S. Martinez Peria. 2011. "Do remittances promote financial development?" *Journal of Development Economics*, 96: 255–64.
- Ahamada, I. and D. Coulibaly. 2011. "How does financial development influence the impact of remittances on growth volatility?" *Economic Modelling*, 28: 2748–60.
- Ahmed, J., M. Mughal, and I. Martinez-Zarzoso. 2021. "Sending money home: Transaction cost and remittances to developing countries". *The World Economy*, 44(8): 2433–59.
- Bang, J.T., A. Mitra and P.V. Wunnava. 2015. "Financial liberalization and remittances: Recent panel evidence". *Journal of International Trade & Economic Development*, 24(8): 1077–102.
- Beck, T., M. Janfils and K. Kpodar. 2022. "What explains remittance fees? panel evidence". IMF Working Paper WP/22/63. International Monetary Fund, Washington, D.C.
- Beck, T. and M.S. Martinez Peria. 2011. "What explains the price of remittances? An examination across 119 country corridors". *World Bank Economic Review*, 25(1): 105–31.

- Beine, M., E. Lodigiani and R. Vermeulen. 2012. "Remittances and financial openness". *Regional Science and Urban Economics*, 42(5): 844–57.
- Bettin, G., R. Lucchetti and A. Zazzaro. 2012. "Financial development and remittances: micro-econometric evidence". *Economic Letters*, 115: 184–6.
- Bettin, G. and A. Zazzaro. 2011. "Remittances and financial development: substitutes or complement in economic growth?" *Bulletin of Economic Research*, 64(4): 509–36.
- Catrinescu, N., M. Leon-Ledesma, M. Piracha and B. Quillin. 2009. "Remittances, institutions, and economic growth". *World Development*, 37(1): 81–92.
- Chinn, M. and H. Ito. 2006. "What matters for financial development? capital controls, institutions and interactions". *Journal of Development Economics*, 81: 163–92.
- Chinn, M. and H. Ito. 2008. "A new measure of financial openness". *Journal of Comparative Policy Analysis*, 10: 309–22.
- Effiong, E.L. and E.E. Asuquo. 2017. "Migrants' remittances, governance and heterogeneity". *International Economic Journal*, 31(4): 535–54.
- Eichengreen, B. and A. Rose. 2014. "Capital controls in the 21st century". *Journal of International Money and Finance*, 48: 1–16.
- El-Sakka, M. and R. McNabb, R. 1999. "The macroeconomic determinants of emigrant remittances". *World Development*, 27: 1493–502.
- Elbadawi, I.A. and R. Rocha. 1992. "Determinants of expatriate workers' remittances in North Africa and Europe". World Bank Country Economics Department Working Paper No. 1038. The World Bank, Washington, D.C.
- Faini, R. 1994. "Workers' remittances and the real exchange rate: a quantitative framework". *Journal of Population Economics*, 7: 235–45.
- Freund, C., and N. Spatafora. 2008. "Remittances, transaction costs, and informality". *Journal of Development Economics*, 86(2): 356–66.
- Gibson, J., D.J. McKenzie, and H. Rohorua. 2006. "How cost elastic are remittances? evidence from Tongan migrants in New Zealand". *Pacific Economic Bulletin*, 21(1): 112–28.
- Giuliano, P., and M. Ruiz-Arranz. 2009. "Remittances, financial development and growth". *Journal of Development Economics*, 90: 144–52.
- Gupta, S., C.A. Pattillo and S. Wagh. 2009. "Effects of remittances on poverty and financial development in Sub-Saharan Africa". *World Development*, 37(1): 104–15.
- Hagen-Zanker, J., and M. Siegel. 2007. "The determinants of remittances: a review of literature". MGSOG Working Paper No. 2007/003. Maastricht Graduate School of Governance, Maastricht University, Maastricht, the Netherlands.
- IMF. 2005. *World Economic Outlook 2005*. Washington, D.C.: International Monetary Fund.
- IMF. 2012. "The liberalization and management of capital flows – an institutional view". IMF Policy Papers. International Monetary Fund, Washington, D.C., November
- Jijin, P., A.K. Mishra, and M. Nithin. 2022. "Macroeconomic determinants of remittances in India". *Economic Change and Restructuring*, 55: 1229–48.
- Kim, J. 2021. "Financial development and remittances: The role of institutional quality in developing countries". *Economic Analysis and Policy*, 72: 386–407.
- Kose, M.A., E.S. Prasad, and A.D. Taylor. 2011. "Thresholds in the process of international financial integration". *Journal of International Money and Finance*, 30: 147–79.

- Lartey, E.K. and E. Mengova. 2016. "Does institutional quality in developing countries affect remittances?" *Journal of Developing Areas*, 50(1): 59–76.
- Lucas, R., and O. Stark. 1985. "Motivations to remit: evidence from Botswana". *Journal of Political Economy*, 93(5): 901–18.
- Mohapatra, S. and D. Ratha. 2011. "Migrant remittances in Africa: an overview". In S. Mohapatra and D. Ratha, eds., *Remittance Market in Africa*. Washington, D.C.: World Bank.
- Mundaca, G. 2009. "Remittances, financial development and economic growth: The case of Latin America and the Caribbean". *Review of Development Economics*, 13(2): 288–303.
- Ojede, A., E. Lam, and N. Okot. 2019. "Identifying macro-determinants of remittance flows to a developing country: the case of Uganda". *Journal of International Trade and Economic Development*, 28(4): 429–51.
- Okada, K. 2013. "The interaction effects of financial openness and institutions on international capital flows". *Journal of Macroeconomics*, 35: 131–43.
- Ostry, J.D., P. Loungani D. and Furceri. 2016. Neoliberalism: oversold? Finance & Development June 2016, International Monetary Fund, Washington D.C..
- Rapoport, H. and F. Docquier. 2006. "The economics of migrants' remittances". In S.-C. Kolm and J.M. Ythier, eds., *Handbook of the Economics of Giving, Altruism and Reciprocity* (Volume 2). Elsevier.
- Ratha, D. 2003. "Worker's remittances: an important source of external development finance". In *Global Development Finance 2003: Striving for Stability in Development Finance*, Washington, D.C.: The World Bank.
- Singer, D.A. 2010. "Migrant remittances and exchange rate regimes in the developing world". *American Political Science Review*, 104(2): 307–23.
- Singh, R.J., M. Haacker, K.W. Lee, and M. Le Goff. 2010. "Determinants and macroeconomic impact of remittances in Sub-Saharan Africa". *Journal of African Economies*, 20(2): 312–40.
- Sobiech, I. 2019. "Remittances, finance and growth: Does financial development foster the impact of remittances on economic growth?" *World Development*, 113: 44–59.
- Williams, K. 2017. "Do remittances improve political institutions? Evidence from Sub-Saharan Africa". *Economic Modelling*, 61: 65–75.
- World Bank. 2017. "Migration and remittances: Recent developments and outlook". World Bank Migration and Development Brief 28. The World Bank, Washington, D.C.
- World Bank. 2018. "Remittance prices worldwide". Remittances Prices Worldwide Report Issue 28. The World Bank, Washington, D.C. December.
- World Bank. 2019. "Migration and remittances: Recent developments and outlook". World Bank Migration and Development Brief 31. The World Bank, Washington, D.C.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

Intégrer la rigueur et les données probantes dans l'élaboration des politiques économiques en Afrique

- Améliorer la qualité.
- Assurer la durabilité.
- Accroître l'influence.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,
3rd Floor, Jakaya Kikwete Road
Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@aercafrica.org